

Communiqué de presse UNSA Éducation 12 octobre 2015

Santé scolaire : mépris et incohérences



Où en est la politique de santé des élèves ?

Comment le ministère de l'éducation nationale compte-t-il réaliser les 800 000 bilans de 6 ans avec moins de 1000 médecins de l'éducation nationale ?

Comment le ministère compte-t-il garantir le dépistage des élèves de primaire en ne prévoyant aucune intervention des personnels infirmiers dans le premier degré ?

Comment l'Éducation nationale entend-elle prendre ses responsabilités pour répondre aux priorités de santé publique à l'École et à la mise en place d'une stratégie de prévention de l'échec scolaire et de la rupture sociale ?

Autant de questions urgentes et essentielles qui restent négligées par le MEN et pour lesquelles l'UNSA Éducation exige des engagements ambitieux et cohérents.

En effet, après des mois de concertation sur les missions des personnels de santé à l'éducation nationale, le Conseil Supérieur de l'Éducation s'est clairement positionné contre le projet présenté qui entérine l'absence de complémentarité d'intervention des personnels dans le premier degré et de suivi coordonné des élèves.

La rentrée scolaire 2015-2016 s'est faite sans aucune feuille de route sur les questions de santé, entraînant la plus grande cacophonie sur les territoires et pénalisant les élèves, dont les plus fragiles, alors que :

- les recueils de données de l'éducation nationale témoignent d'un recul alarmant des visites médicales réalisées à 6 ans avec une forte chute du dépistage des troubles des apprentissages.
- les différents rapports sur la santé des élèves préconisent de mettre l'accent sur le niveau élémentaire et de permettre un dépistage du plus grand nombre afin d'organiser l'accès aux soins pour ceux qui en ont besoin.

Or, la promotion de la santé est inscrite visiblement dans la loi de refondation de l'École. La lutte contre l'échec scolaire, les inégalités sociales et le décrochage scolaire sont des priorités de la démarche santé à l'École.

L'absence de dialogue social et de prise en compte des alertes lancées par notre fédération perdure depuis des mois. L'UNSA Éducation dénonce un projet de santé à l'École, inachevé et inefficace, qui ne répond pas aux besoins des élèves et demande un véritable engagement de la ministre sur une politique de santé volontariste et ambitieuse.

Ivry-sur-Seine, le 12 octobre 2015

Laurent Escure
Secrétaire général UNSA Éducation

Brigitte Accart
Secrétaire générale SNIES - UNSA Éducation

Marianne Barré
Secrétaire générale SNMSU - UNSA Éducation